

Nos responsabilités à l'égard de l'Allemagne

Autor(en): **Rimensberger, E.-F.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **38 (1946)**

Heft 10

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384485>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Nos responsabilités à l'égard de l'Allemagne

Par E.-F. Rimensberger

« Il arrive parfois que des individus ou des peuples soient frappés de folie; l'homme devient brusquement un assassin, un voleur, un criminel, marqué pour toujours. Des peuples entiers peuvent perdre toute raison et commettre, dans cet état de démente collective, les actes les plus atroces; c'en est alors fait pour des années, voire pour des siècles, de leur bonheur et du bien public. »

Jérémiás Gotthelf,

I. Regards dans l'histoire

Après les discours de MM. Byrnes, Wallace, Smuts, Bevin, Churchill, etc., on peut aborder le problème allemand sans craindre d'être traité de néo-fasciste ou autres qualificatifs aimables; ceux qui, il y a un an ou davantage, ont déjà entrevu les vérités dont on commence à admettre l'évidence, peuvent rappeler sans passion aucune que nous avons des responsabilités envers l'Allemagne *parce que nous avons des responsabilités envers nous-mêmes et envers l'Europe.*

Faut-il évoquer les déclamations de ceux qui, pendant la guerre et jusqu'il y a peu de temps encore, exigeaient l'asservissement « éternel » de l'Allemagne, voire son partage et même son anéantissement complet? Non. Laissons à leur silence les gens qui ne savent et ne veulent rien savoir des grandes leçons de l'histoire. Ils ont commis exactement les mêmes erreurs que les nazis; fanatiques comme eux, ils ont exigé comme eux que l'on efface des nations entières de la carte du monde. Mais ces gens-là n'incarneraient pas la conscience universelle et il n'est peut-être pas inutile de rappeler que cette philosophie simpliste n'avait pas convaincu tout le monde.

Tandis que nous autres Suisses « vertueux » jetions l'anathème sur la « bête d'Apocalypse », sans négliger pour autant aucune des possibilités de travail et de gain que multipliait la guerre déclenchée par le monstre, des hommes courageux et clairvoyants, des humanistes dans la meilleure acception du terme, s'efforçaient, en pays occupé, de porter un jugement objectif sur les événements historiques dont ils étaient les témoins directs et les victimes.

Nous pensons en particulier à l'un des plus grands et des plus nobles résistants, le philosophe et historien hollandais J. Huizinga, l'un des continuateurs en quelque sorte de Jacob Burkhardt, l'un de ces rares penseurs qui savent garder les distances à l'égard de l'événement. Presque aveugle et paralysé, sous la menace constante de l'ennemi, Huizinga a rédigé son testament: « Le monde écartelé », où il reconsidère la société humaine dans son unité,

jauge notre « culture » et notre « civilisation ». En pleine guerre, il découvre (comme devait le faire bien plus tard notre compatriote Max Picard) qu'Hitler est « en nous-mêmes ». Il en conclut que le national-socialisme est le produit inévitable des insuffisances de la culture et de la civilisation de l'Occident.

Huizinga interprète l'histoire avec la largeur de vues et la tolérance de ceux qui, parce qu'ils savent beaucoup, repoussent tout jugement « absolu ». Il rappelle le « malheureux hasard » du milieu du X^e siècle, où la dignité impériale que Charlemagne s'était arrogée en interprétant à sa manière la tradition de l'Eglise est échue à un prince allemand. A ce hasard s'en ajouta un second, à savoir qu'aucun empereur véritablement grand ne sortit d'aucune dynastie. Troisième hasard: le Saint-Empire romain germanique n'avait pas de frontières naturelles, de sorte que ses princes furent sans cesse tentés d'agrandir leur domaine, mais sans chercher jamais à l'organiser et à en faire une unité harmonique. « L'expansion de la langue et de la culture allemandes eut pour corollaire une amélioration notable des conditions d'existence dans ces pays (les Etats baltes, la Bohême, la Transylvanie, etc. — Note du rédacteur), mais elle aggrava aussi le danger qu'impliquait la délimitation insuffisante de l'Allemagne. » Tandis que l'empereur Frédéric II de Hohenstaufen était en Italie, où il était devenu plus Sicilien qu'Allemand, la subdivision de l'Empire, qui provoqua la création de vingt-cinq Etats différents, se poursuivait, nourrissant ainsi ces complexes d'infériorité et la démesure qui caractérisèrent le développement politique de l'Allemagne. Habilement utilisé par la Prusse, ce sentiment d'infériorité finit par mener l'Allemagne, en vertu de cette vérité pascalienne qui veut que les extrêmes se touchent, à ce complexe de supériorité dont, nous l'espérons, le national-socialisme aura été l'ultime manifestation. « Nous aurions peut-être hérité, conclut Huizinga de manière aussi originale que persuasive, d'une organisation plus rationnelle et plus saine de l'Occident latin s'il avait été possible de créer au moyen âge, à côté d'une France, d'une Angleterre et d'une Espagne fortes, une Allemagne puissante au lieu de la monstrueuse anomalie que représentait, en droit public, le Saint-Empire romain germanique. »

Telle est la grande vision de Huizinga. L'une des dernières, hélas! Car il ne devait pas voir la fin de la guerre. On aurait pu espérer que le testament de cet humaniste servirait d'avertissement aux grandes puissances au moment où elles occupèrent l'Allemagne, alors que des voix nombreuses en demandaient l'esclavage et l'anéantissement. Huizinga n'a pas été écouté.

Immédiatement après la guerre, tandis que ces conceptions simplistes et négatives paraissaient l'emporter, nous eûmes en Suisse la visite d'un autre Hollandais, l'écrivain Jef Last, volontaire de la guerre d'Espagne et chef de la Résistance. Il disait déjà tout haut ce que nous n'osions encore dire que tout bas. Il pensait avec nous qu'il n'y avait pas un instant à perdre si l'on

voulait prévenir l'effondrement de l'Europe, de cette communauté dont l'Allemagne ne peut être exclue et qui est inconcevable sans elle.

« Il n'y a que deux possibilités affirmait Jef Last: l'une consiste à exécuter les coupables avec leurs propres armes — et l'on peut en évaluer le nombre à plusieurs millions — les anéantir sans hésiter, comme ils ont exterminé leurs victimes. Mais nous ne le pouvons pas sans devenir nous-mêmes des nazis. Nous devons donc les réintégrer dans la société, les mettre hors d'état de nuire tout en leur donnant la possibilité de devenir des citoyens utiles, ce qui ne veut pas dire que nous devons renoncer à condamner sévèrement les chefs petits et grands qui portent la plus lourde part de responsabilité. » Comme l'a montré le procès de Nuremberg, on ne s'y est résolu que bien tard et bien mal. Les quatre points de l'acte d'accusation appellent maintes réflexions. S'il s'agissait vraiment de condamner ceux qui se sont rendus coupables d'un « attentat contre la paix » ou de « préparer une guerre offensive par la violation des traités », le tribunal de Nuremberg pourrait siéger en permanence; il n'aurait probablement jamais fini de condamner les nouveaux « fomentateurs de guerre » qui, ceux-là, ne sont pas d'origine allemande! Et puis, la conférence du désarmement de 1932/1933 n'a-t-elle pas montré que dans la société actuelle il est impossible de distinguer entre les préparatifs d'une guerre défensive et ceux d'une guerre offensive? En acquittant les Schacht, les von Papen, les Fritsche, c'est les pires responsables que le tribunal a libérés. En effet, alors que les véritables nazis n'ont jamais renié leur cause, ces gens n'ont été que des opportunistes sans caractère et sans conscience. Leur comportement, leur étiquette bourgeoise n'ont pas peu contribué à répandre la contagion et à suborner les naïfs, ceux qui, selon la formule consacrée, ne veulent « rien savoir de la politique ». Ce sont surtout ces gens-là qui livrèrent aux nazis le peuple allemand — dans la mesure où il résistait encore — et qui donnèrent au parti l'impulsion qui lui manquait pour réussir, qui lui assura la majorité précaire sans laquelle il ne serait vraisemblablement jamais parvenu au pouvoir. Bien que ces acquittements soient peut-être conformes aux conceptions juridiques en vigueur, ils n'en restent pas moins une erreur psychologique et un déni de justice; ils créent un précédent dangereux. Pour ce qui a trait au troisième et au quatrième point de l'acte d'accusation visant les « crimes commis en violation des conventions de La Haye et de Genève » et les « crimes de lèse-humanité », relevons que le droit international en vigueur tolère des délits qui sont sans doute aucun assimilables à des crimes de guerre. Nous pouvons donc dire que le tribunal de Nuremberg a failli à sa tâche dans la mesure où il n'a pas contribué à délimiter plus rigoureusement la notion de « crime de guerre ». Quant aux crimes de « lèse-humanité », mieux vaut ne pas en parler; on en commet chaque jour de nouveaux. Les essais auxquels a donné

lieu la bombe atomique, sa fabrication, ne constituent-ils pas des crimes contre l'humanité?

Mais trêve de commentaires! Résumons notre pensée en rappelant cette formule claire et simple de Staline: « Les chefs fascistes se succèdent, mais la nation et le peuple allemands demeurent. »

« Qu'on le veuille ou non, écrivions-nous en *juin 1945* déjà en relation avec cette déclaration de Staline, il faut s'occuper du problème allemand et admettre que l'Allemagne devra être réintégrée tôt ou tard dans la communauté internationale. Le plus tôt sera le mieux parce que l'Europe est incomplète et mutilée si l'Allemagne ne lui est pas réincorporée; et notre malheureux continent a plus besoin que jamais de tous ses membres... Le but de la guerre, l'anéantissement du national-socialisme, est atteint; *il faut veiller maintenant à ne pas détruire l'Allemagne elle-même*, s'appliquer à construire une Allemagne nouvelle. Dans l'intérêt de l'Europe, dans notre intérêt à tous, ce problème doit faire l'objet d'une solution qui soit européenne et constructive, non pas d'une solution s'inspirant des formules d'un impérialisme mondial et destructeur. »

Mais à ces solutions de bon sens on a préféré les conceptions d'un Morgenthau et d'autres fanatiques. C'était l'époque où Baruch, qui s'était fait une assez triste réputation en qualité de conseiller du président Wilson, soumettait à Truman et à Churchill son fameux « plan », dans lequel il ne faisait d'ailleurs que préciser ce que Morgenthau n'avait qu'esquissé. Au cours des cinq à sept prochaines années, disait-il froidement, nous enregistrons dans le monde entier une énorme fringale de marchandises; il serait possible de stabiliser cette demande si l'on parvenait à maintenir un « contrôle raisonnable et habile » sur l'Allemagne et le Japon. Reste à savoir ce que M. Baruch entendait par un « contrôle raisonnable et habile ». L'Allemagne et le Japon, ajoutait-il, doivent être éliminés de l'économie mondiale, mis dans l'impossibilité de remettre en marche leurs grandes industries et de reprendre leur ancien rang parmi les nations exportatrices. Pour s'assurer une audience certaine, Baruch, véritable tartufe, pinça la corde sociale, qui résonnait très fort à ce moment, et assimila le potentiel économique des deux grands vaincus à un dumping économique en relevant que les industriels allemands et japonais s'étaient toujours livrés à une concurrence déloyale au détriment des salaires des travailleurs.

Bien qu'à ce moment nous nous soyons dressés énergiquement contre cette étrange politique, qui ne pouvait être, à notre avis, celle du gouvernement américain — le discours de Byrnes l'a montré — nous n'en étions pas moins convaincus que la tâche des vainqueurs consistait avant tout à désarmer l'Allemagne. « Nous reconnaissons, écrivions-nous alors, qu'il est difficile de

faire une distinction nette entre les industries destinées à satisfaire les besoins courants des consommateurs et les industries dites de guerre; en conséquence, on sera peut-être obligé de mettre sous contrôle ou d'anéantir des industries allemandes dont la production ne contribue pas nécessairement à augmenter le potentiel militaire. Etant donné la nature de la guerre moderne, économie et économie de guerre se confondent presque. *Il ne faut toutefois pas en prendre prétexte pour anéantir l'Allemagne.* »

II. L'attitude du mouvement syndical

Le syndicalisme a pris très tôt l'attitude qui convient à l'égard du problème allemand. On s'est demandé si le revirement traduit par le discours de Byrnes n'est pas venu trop tard. C'est possible. Mais une chose est cependant certaine: les syndicats, et en particulier l'Union syndicale suisse, n'ont aucun reproche à se faire.

En d'autres pays également — nous n'en avons pas connaissance à ce moment — les syndicats ont donné le bon exemple. En 1943 déjà, une résolution soumise au congrès de la C. G. T. britannique constatait les crimes allemands, demandait la citation de tous les responsables devant un tribunal allié et leur punition selon leur part de responsabilité dans les crimes commis, relevait que le gouvernement allemand n'aurait pas pu préparer et conduire cette guerre si une grande majorité du peuple allemand n'avait pas été consentante et qu'en conséquence ce dernier porte la responsabilité de cette guerre et des forfaits perpétrés par les armées du Reich, exigeait que l'Allemagne soit occupée pendant une longue période, désarmée et rééduquée, demandait la restauration de l'indépendance de tous les pays occupés. Après un court débat, auquel deux orateurs seulement prirent part, la responsabilité du peuple allemand et l'occupation de l'Allemagne furent repoussées à la majorité.

Le congrès de 1944, en revanche, admit la thèse de la responsabilité du peuple allemand. Il affirma « que le peuple allemand ne saurait être déchargé *entièrement* de la responsabilité de ces crimes ». On peut s'étonner que ce passage du rapport ait fait l'objet d'un vote. Rien ne révèle mieux le sentiment de justice propre aux Anglais. Le passage en question fut ratifié par 5 056 000 contre 1 350 000 voix.

Alors que l'on paraît venir à résipiscence — encore à temps, nous l'espérons — il nous paraît opportun de rappeler quelques-unes des déclarations qui ont été faites au cours de ce congrès de la C. G. T. britannique; elles témoignent d'un beau courage et d'une vue saine des choses: « Ne sommes-nous pas responsables des crédits que la Banque d'Angleterre a accordés à l'Allemagne en décembre 1934 et ultérieurement? Ne sommes-nous pas responsables des garanties à l'exportation que le gouvernement britannique a consenties aux capitalistes anglais qui ont livré du

matériel de guerre? Si l'on essayait de déterminer exactement dans quelle mesure les peuples ont contribué à l'avènement du national-socialisme et à la guerre, il apparaîtrait que la nation britannique porte une large part de responsabilité. Nous sommes également responsables de la politique impérialiste menée par la Grande-Bretagne durant des siècles. Qui parmi nous serait prêt à reconnaître pour autant que les massacres provoqués par nos classes dirigeantes à Amritsar et ailleurs donnent aux peuples des Indes le droit d'occuper l'Angleterre? » — « Il n'y a pas de bonnes et de mauvaises nations, mais il y a dans tous les pays des hommes bons et mauvais. » — « Nous ne voulons pas que des pays entiers soient punis sans discrimination; nous repoussons la notion de supériorité raciale. Allons-nous donc lui opposer celle de l'infériorité raciale? » — « A notre avis, il n'y a aucune différence entre la haine des Huns et la haine des Juifs. Voulons-nous donc nous rabaisser au niveau des nazis et haïr des peuples en tant que peuples? Non, nous devons nous efforcer d'affirmer et de réaliser la solidarité internationale entre les hommes, créer les Etats-Unis socialistes d'Europe, première étape d'une communauté mondiale. »

A cette époque déjà, d'autres milieux anglais commencèrent à reviser certaines de leurs conceptions. L'« Economist » reconnut qu'un peuple de septante millions d'habitants, dont le niveau de vie est maintenu en permanence à un niveau inférieur, ne peut ni acheter ni vendre. « Une telle politique aurait pour résultat d'entraîner des pertes économiques énormes pour le monde considéré dans son ensemble, les travailleurs allemands figurant parmi les plus disciplinés et les plus habiles. »

Quant à la Fédération américaine du Travail, elle s'exprimait comme suit: « Notre message aux travailleurs allemands est, au contraire, un message d'espérance. Nous voulons les libérer du joug nazi et trouver des solutions démocratiques à leurs problèmes d'après-guerre. Nous invitons le président Roosevelt à faire en sorte que les représentants des Nations alliées comprennent ce principe fondamental et le respectent. »

En liaison avec l'établissement du programme d'après-guerre de la Fédération syndicale internationale, l'Union syndicale suisse s'est prononcée de manière analogue, mais en insistant avant tout sur les tâches syndicales immédiates. Nous écrivions ce qui suit dans un mémoire adressé à la F. S. I. le 20 novembre 1944:

Si la guerre est gagnée par les Alliés et si les régimes totalitaires sont abattus, s'il s'agit vraiment, la paix revenue, de rétablir l'ordre dans les pays vaincus, et avant tout un *nouvel ordre démocratique* — ce que le programme de la F. S. I. considère comme un « principe intangible » — nous sommes d'avis qu'il faut accorder aux organisations syndicales (lesquelles constitueront sans aucun doute le premier noyau

de ce nouvel ordre — il n'est que de penser aux expériences faites en France et en Italie) *la plus large autonomie pour ce qui a trait à leur restauration et à leur administration, et cela aussi rapidement que possible*. Même en admettant que la puissance occupante et ses organes doivent exercer une certaine surveillance et accorder une certaine aide, il n'en convient pas moins d'éviter tout ce qui pourrait éveiller l'impression d'une intervention directe. Les personnalités auxquelles cette tâche serait confiée, si honnêtes que puissent être leurs intentions, seraient considérées par le peuple vaincu, que la défaite aura rendu susceptible (on a vu des cas analogues dans les pays occupés par l'Allemagne), comme des Quisling et des usurpateurs. En outre, un mouvement syndical sain ne peut naître que des *entreprises* et des *professions du pays même*. Il ne peut jouer le rôle important qui lui revient — rôle si important qu'aucun régime démocratique véritable, dans aucun pays, ne peut être instauré s'il n'est pas rempli — *qu'à la condition que les organisations syndicales puissent se constituer et se développer en toute indépendance*.

Les considérations du programme de la F. S. I. relatives à *l'aide matérielle* valent aussi pour *toutes les autres sortes d'aide*, et en particulier pour la *restauration du mouvement syndical*, dont le noyau resté sain n'est certainement pas entièrement détruit. Dans cet ordre d'idées également, le mouvement syndical international, comme le relève d'ailleurs le programme de la F. S. I. à la fin du chapitre II de la première partie (œuvres de secours), doit rester convaincu qu'« à la *moindre intention* manifestée par un ou plusieurs gouvernements alliés ou par leurs représentants d'abuser, *pour exercer une pression politique*, des biens mis à la disposition de l'œuvre de secours, ce ou ces gouvernements se heurteraient à l'*opposition irréductible* des organisations syndicales de ce ou de ces pays.

Etant donné, d'une part, les énormes difficultés politiques et économiques que nous aurons à affronter au cours de la période qui succédera immédiatement à la guerre et, de l'autre, l'apparition de certains signes de désaccord entre les grandes puissances, il est dans l'intérêt du mouvement syndical international *que tout au moins les organisations de travailleurs de tous les pays victorieux, neutres et vaincus, ne négligent rien, eu égard aux buts qu'elles se sont assignés et aux tâches qu'elles ont à remplir, pour réaliser immédiatement la plus grande unité possible et pour collaborer avec un maximum d'efficacité*.

Cette politique est nécessaire, avant tout, parce que la démocratie qui doit succéder au totalitarisme après la défaite des puissances de l'Axe doit instituer et généraliser partout un régime économique et social viable et instaurer un nouvel

ordre dans le monde. Mais la démocratie ne pourra remplir cette mission — dont l'accomplissement sera pour elle une épreuve décisive — *que si les organisations syndicales de tous les pays, en collaborant entre elles, se mettent partout et immédiatement à l'œuvre.* Si le mouvement syndical se refusait à admettre que ces anciens membres des pays de l'Axe, d'Allemagne notamment, n'ont jamais figuré et ne figurent pas parmi les éléments qui portent la responsabilité des forfaits les plus atroces du régime totalitaire et des crimes de guerre les plus affreux, *il renierait, ce faisant, l'activité qu'il a déployée pendant des dizaines d'années et le travail d'éducation auquel il n'a cessé de se livrer.*

III. La zone orientale et les zones occidentales

Dans l'article que nous publions dans ce numéro, Fritz Tarnow, l'un des militants les plus capables du syndicalisme allemand de l'entre-deux-guerres, attire l'attention sur quelques-unes des erreurs commises par les Alliés dans les zones occidentales; il y est également question de la zone russe*. Pour ce qui a trait à cette dernière — et d'autant plus que les récentes élections paraissent s'être déroulées de la manière la plus correcte — nous laisserons la parole aux Russes eux-mêmes.

La revue « Les Temps nouveaux », qui paraît à Moscou, nous en donne l'occasion. Sa critique de la politique anglo-saxonne dans les zones occidentales coïncide sur certains points avec celle de Tarnow; il va sans dire qu'elle est plus sévère, les Russes distinguant mieux la paille qui est dans l'œil du voisin que la poutre...

Après avoir exposé la situation en zone soviétique, Schmeljow écrit (juin 1946):

« Il en va autrement dans les zones occidentales, où l'évolution syndicale est encore fort en retard. Dans la zone britannique, la reconstitution des syndicats n'a été autorisée qu'en octobre 1945, quatre mois plus tard qu'en zone soviétique. En outre, la procédure d'autorisation est très compliquée, ce qui ne laisse pas de ralentir fortement la restauration du syndicalisme. Tout d'abord, l'administration militaire britannique dresse la liste des personnes qui ont le droit de réunir des assemblées de propagande syndicale. Une autorisation doit être demandée par écrit huit jours avant, en précisant la date, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée, les noms et adresses de ceux qui la convoquent et le thème des exposés qui doivent être présentés. L'administration autorise ensuite les syndicats à recruter provisoirement des membres. Le second stade, celui de l'élection d'un comité provisoire, de l'affiliation définitive

* En ce qui concerne les changements réjouissants qui sont intervenus récemment, en particulier dans la zone britannique, voir notre introduction à l'article « Restauration des syndicats allemands ».

des membres et de l'encaissement des cotisations nécessite une nouvelle autorisation. Lorsque celle-ci est accordée, l'organisation entre dans le troisième stade: elle a alors le droit d'exercer une activité effective.

» Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la commission de la Fédération syndicale mondiale qui a visité l'Allemagne au mois de février ait constaté que les syndicats n'étaient pas encore reconstitués dans un certain nombre de villes de la zone anglaise. Et pourtant, 197 demandes avaient été soumises aux autorités d'occupation; 51 fédérations seulement ont eu la permission de passer au « second stade ». Aucune d'entre elles n'a encore atteint le « troisième stade ».

» Aucun progrès notable n'a été accompli en zone britannique au cours des derniers mois. La situation est à peu près semblable en zone française.

» Dans les zones occidentales, la dispersion des syndicats et l'absence d'un principe général d'organisation constituent des phénomènes caractéristiques. Selon la « Berliner Zeitung », on enregistre à la fin du mois d'octobre 1945, alors que le mouvement syndical commençait à s'étendre en Allemagne du Sud, 30 organisations différentes dans le pays de Bade et au Wurtemberg et 74 en Bavière à la fin de novembre — dont quelques-unes englobaient des travailleurs de toutes les professions disséminés dans l'ensemble du pays — sans compter les associations de caractère purement corporatif. En février 1946, les Américains n'avaient reconnu que 8 syndicats dans le pays de Bade et dans le Wurtemberg (35 demandes d'autorisation avaient été présentées) et 68 en Bavière (97 demandes).

» Précisons que l'excessive lenteur avec laquelle le mouvement syndical se développe dans les zones occidentales, de même que sa dispersion, sont dues en grande partie aux difficultés qu'il rencontre. Le syndicalisme n'a pas l'appui des autorités d'occupation. Elles n'ont pas remis aux nouvelles organisations les biens et les immeubles que les nazis avaient enlevés aux anciens syndicats. Ce n'est qu'en février 1946 seulement que le gouvernement militaire britannique a autorisé pour la première fois l'édition d'un journal syndical, à Hambourg. Aucun organe syndical n'est encore publié dans les zones américaine et française. A Berlin, en revanche, « Die Freie Gewerkschaft » paraît depuis le mois d'octobre 1945 en zone russe.

» Le problème des cadres syndicaux est très difficile à résoudre. Presque tous les anciens fonctionnaires antifascistes sont tombés, victimes des nazis. On a besoin d'éléments jeunes. Il est donc d'autant plus curieux de noter que les autorités françaises d'occupation ont interdit à toutes les personnes âgées de moins de 30 ans de faire partie des organes dirigeants d'un syndicat. Cette ordonnance est peu propre à contribuer au renforcement du syndicalisme.

» La commission de la Fédération syndicale mondiale, après avoir étudié les conditions dans lesquelles le travail syndical s'effectue dans toutes les zones, est arrivée à la conclusion que la reconstitution d'un mouvement syndical libre doit être accélérée et que les travailleurs doivent jouir d'une liberté plus grande pour remplir cette tâche. Cette conclusion, exposée par S. Hillman lors d'une conférence de presse qui a eu lieu à Paris, ne paraît concerner que les zones occidentales.

» Le 10 novembre 1945, le Conseil interallié de contrôle de Berlin a déjà examiné l'éventualité de créer une union syndicale englobant les syndicats de toutes les zones. Il n'a pas pris de décision, de sorte que, dans les diverses zones, les syndicats poursuivent leur développement dans des voies et à des rythmes différents.

» Il est curieux de constater que certains dirigeants de la C. G. T. britannique s'opposent à une unification des syndicats allemands. C'est du moins la conclusion à laquelle est arrivée la délégation syndicale anglaise qui a visité l'Allemagne en novembre 1945. Après qu'elle eut appris que les militants syndicaux de Dusseldorf (zone britannique) demandaient la création de syndicats unifiés, elle leur a adressé une lettre pour leur démontrer qu'une union des syndicats de toutes les zones ne saurait aboutir à des résultats profitables. A son avis, cette solution engagerait les organisations de base à attendre servilement les ordres de la centrale; cette unification donnerait un jour ou l'autre à un gouvernement allemand quelconque la possibilité d'arrêter les chefs et d'anéantir de cette manière le mouvement dans son ensemble.

» Ces arguments, comme on le voit, sont moins propres à convaincre qu'à inspirer la crainte. On sait d'ailleurs que ce n'est pas l'unité — qui n'a malheureusement jamais existé — mais bien la division du mouvement ouvrier, des syndicats notamment, qui a favorisé la prise du pouvoir par Hitler.»

S'il est naturel que l'homme soit frappé par la paille qui est dans l'œil du voisin, il est tout aussi naturel qu'il ne fasse guère cas de la poutre qui est dans son œil à lui (et encore faut-il qu'il admette son existence!). Il est intéressant néanmoins de reproduire les principaux passages de l'article de Smeljow qui sont consacrés à la situation dans la *zone russe*, ne serait-ce que pour attirer l'attention sur *les différences entre les formes et les méthodes d'organisation et sur les difficultés qui s'opposent à une unification de la politique syndicale et économique.*

« Comme on sait, écrit Smeljow au sujet de la zone russe, le 10 juin 1945, le maréchal Schukow a reconnu aux ouvriers et aux employés le droit de constituer des syndicats libres. La première manifestation syndicale populaire a eu lieu à Berlin le 17 du même mois. Elle accepta à l'unanimité le manifeste rédigé par la Commission syndicale provisoire de la région berlinoise.

» De ce manifeste, de même que des interventions des travailleurs qui ont pris la parole au cours de cette assemblée, deux

principes d'organisation se dégagent: les syndicats doivent être antifascistes et unifiés.

» Les dix-sept fédérations syndicales créées par la suite constituèrent l'Union des syndicats libres d'Allemagne (fédérations des travailleurs du bâtiment, de la chimie, des transports, de la métallurgie, du textile, employés de commerce, ouvriers agricoles, personnel enseignant, etc.). Les syndicats ont été constitués en partant de l'entreprise selon le principe: une entreprise, un syndicat. Dès le début, ils ont eu le caractère d'organisations antifascistes. Ils acceptent dans leurs rangs tous les ouvriers et employés des deux sexes; la confession et l'appartenance politique ne jouent aucun rôle. Même les salariés qui étaient membres du Parti national-socialiste peuvent adhérer aux syndicats; ils sont toutefois exclus de toutes les fonctions syndicales sans exception.

» Dans toutes les grandes villes des provinces et des pays allemands de la zone russe, les travailleurs suivirent l'exemple donné par Berlin et constituèrent des commissions syndicales provisoires, puis des syndicats dans les entreprises et les bureaux. Les effectifs syndicaux montèrent rapidement.

» Les syndicats ont déployé une intense propagande. Ils ont contribué à remettre les entreprises en marche et à faciliter le retour à la production de paix. A Berlin, des centaines et des centaines d'entreprises petites et moyennes fabriquant des biens de consommation reprirent leur activité au cours des six premiers mois; 730 000 logements furent restaurés avant l'hiver. Les transports urbains ont été rétablis dans une large mesure. La reconstruction a également fait de notables progrès en Saxe, dans le Brandebourg et dans diverses autres provinces.

» Les syndicats ont mis sur pied un nouveau système de protection ouvrière et d'assurance sociale. En liaison avec le rétablissement de la production de paix, ils s'appliquent à résoudre les problèmes de la réadaptation professionnelle, du travail des femmes, qui a pris une grande extension.

» Les syndicats ont efficacement contribué à résoudre la question de la *réforme de la propriété foncière*. Ils attachent une grande importance au développement de la fabrication des machines et outils agricoles destinés aux nouvelles exploitations paysannes résultant du partage des terres.

» Le développement du mouvement syndical varie fortement d'une zone à l'autre. C'est ce qui ressort de la statistique des syndicats et des effectifs, d'une part, des principes d'organisation, d'autre part.

» Dans la zone russe d'occupation, on comptait déjà plus de deux millions de syndiqués en avril 1946. Du milieu de décembre 1945 au 11 février 1946, sur la base la plus démocratique, les syndicats ont procédé à l'élection de leurs organes dirigeants. En décembre et au cours de la première moitié du mois de janvier, le personnel des entreprises et des bureaux, réuni en assemblées

générales, a élu au bulletin secret les membres des conseils d'entreprises et les délégués aux conférences syndicales (locales, régionales, etc.). Ces conférences, qui ont siégé du 13 au 25 janvier, ont désigné les délégués aux commissions syndicales locales, régionales, etc., ainsi que les délégués aux conférences syndicales des provinces et des pays.

» Ces conférences, qui ont eu lieu à la fin de janvier et au début de février, ont élu les commissions syndicales provinciales et les délégués au premier congrès de l'Union des syndicats libres de la zone russe qui eut lieu du 9 au 11 février, à Berlin. Mille deux cents militants ont précisé les tâches du mouvement syndical; ils ont adopté les statuts provisoires de l'organisation centrale et désigné le comité central. Le collègue Hans Jendretzky (membre du Parti communiste avant la fusion de ce parti et du Parti socialiste) a été nommé président central. Bernhard Göring (socialiste) et Ernst Lemmer (Union chrétienne-démocratique) ont été appelés à la vice-présidence. Le comité central a choisi dans son sein les treize membres du comité exécutif.

» Bien que tous les partis démocratiques soient représentés au sein des organes dirigeants des syndicats unifiés, l'accord est encore loin d'être réalisé sur tous les points quant à la structure du mouvement syndical et, en particulier, à la question de l'unité (de la centralisation). Les politiciens de droite, avant tout ceux de l'Union chrétienne-démocratique, cherchent à exercer une influence décisive sur les syndicats. S'ils proclament que le mouvement syndical doit être indépendant à l'égard des partis et renoncer à toute activité politique, c'est uniquement pour masquer leurs intentions véritables; ils ne sont que les instruments des milieux réactionnaires; ils veulent en somme que les syndicats renoncent à toute activité antifasciste, laquelle ne peut s'exercer que sur le terrain politique. Ces tentatives se heurtent à l'énergique résistance des masses ouvrières et des militants syndicaux démocrates et progressistes. »

IV. Où l'on vient bien tard à résipiscence

Alors que nous demandions, il y a plus d'un an, que l'on fasse enfin une politique allemande raisonnable, nous ajoutions que les *principaux coupables devaient être punis sans délai*. Nous suggérons des mesures assurant tout à la fois l'existence de l'Allemagne et l'avenir de l'Europe, propres à empêcher tout nouveau réarmement du Reich.

Dans la mesure où une intervention des grandes puissances entrerait en ligne de compte, où une politique commune était concevable, nous demandions que la tâche fût entreprise dans l'intérêt de l'Europe et du monde, c'est-à-dire dans un esprit véritablement européen et constructeur et non pas dans un esprit d'hégémonie mondiale qui ne peut être que destructeur.

La publication du discours de Byrnes a fourni à certains adversaires d'un rétablissement de l'ordre en Allemagne et en Europe l'occasion de relever que le secrétaire d'Etat avait exprimé les conceptions de l'impérialisme américain. Nous ne nous disputons pas avec eux.

Tandis que les puissances européennes boudeent ou se confinent dans l'indifférence, il faut bien reconnaître que les Etats-Unis sont le premier des grands Etats vainqueurs à jouer cartes sur table. La plupart des propositions de Byrnes sont raisonnables en elles-mêmes et pourraient être réalisées, abstraction faite de toute intention impérialiste; mais pour cela, il faut admettre une Allemagne utile et respectée de la communauté européenne.

L'excellent service de presse de la Légation des Etats-Unis à Berne nous a permis de prendre connaissance intégrale du discours de Byrnes. Les principaux passages de cet exposé nous paraissent si clairs, si peu chargés d'arrière-pensées, d'intentions secrètes, que nous jugeons utile de les reproduire ici:

« Le peuple américain désire la paix. Les conditions de la paix qui sera imposée à l'Allemagne doivent-elles être dures ou modérées? Depuis longtemps, la question ne se pose plus chez nous. Au fond, il ne s'est jamais agi de cela. Ce que nous voulons, c'est une paix durable. Nous nous opposerons à des mesures rigoureuses, dictées par la vengeance et incompatibles avec une paix véritable. Pour les mêmes raisons, nous repousserons des mesures trop clémentes qui pourraient inciter l'Allemagne à violer la paix...

» ...Nous autres Américains, nous avons consacré beaucoup de temps et d'attention à ces problèmes; nous savons, en effet, que la prospérité future de l'Allemagne et de l'Europe dépend d'une solution nette et loyale. L'expérience nous apprend que nous vivons dans un monde avec lequel nous avons partie liée, que cela nous convienne ou non. Nous savons aujourd'hui que la paix et le bien-être sont indivisibles, que notre paix et notre bien-être ne peuvent pas être acquis au détriment de la paix et du bien-être d'un pays quelconque...

» ...Le gouvernement des Etats-Unis a appuyé et continuera d'appuyer les mesures visant à « dénazifier » et à démilitariser l'Allemagne. *Il ne croit pas toutefois que de puissantes armées ou des fonctionnaires, même si leur présence se justifie par des raisons valables, même si la discipline est impeccable, soient à la longue les plus sûrs gardiens de la démocratie en terre étrangère...*

» ...La décision prise par la Commission alliée de contrôle en Allemagne quant au degré maximum d'activité économique devra être révisée si l'on renonce à considérer l'Allemagne comme une unité économique, comme le prévoit et l'exige d'ailleurs l'accord de Potsdam. Ce dernier stipule que le potentiel militaire allemand doit être abaissé conformément au programme commun de démili-

tarisation et des réparations; les industries de guerre doivent être détruites et les installations de l'industrie lourde réduites ou démantelées. Dans l'intention des parties contractantes, cette politique devait être poursuivie jusqu'au moment où le potentiel économique de l'Allemagne aurait été ramené à un niveau suffisant pour lui permettre de conserver, sans dépendre de l'aide des autres pays européens, un standard de vie correspondant à la moyenne européenne...

» ...L'accord entre les Alliés s'est fait sur ce niveau de production, étant entendu que les ressources économiques de l'Allemagne seraient mises à la disposition de tous les Allemands et, à cet effet, réparties équitablement; les produits qui ne sont pas indispensables sur le marché intérieur devraient être exportés afin de mettre l'Allemagne à même de payer ses importations. Lorsque le volume de la production industrielle allemande a été fixé, on n'a pas envisagé des réparations prélevées sur la fabrication courante. En conséquence, si les réparations étaient assurées par ce moyen, le niveau de production fixé par l'accord de Potsdam serait trop bas. Les réparations ne peuvent être prélevées sur la production courante qu'à la condition d'élever le niveau de celle-ci. Le volume qui a été fixé suffit tout juste à garantir l'approvisionnement du peuple allemand et un standard de vie correspondant approximativement à la moyenne européenne. Les principes ainsi arrêtés impliquent, il est vrai, de sérieuses difficultés pour le peuple allemand, lequel partage ainsi les rigueurs que l'Européen moyen a dû subir du fait de l'agression nazie. Cependant, cette méthode laisse au peuple allemand des chances d'améliorer progressivement son sort au cours des années, à condition de travailler durement. On ne lui enlève pas la possibilité de développer son économie...

» ...Tels sont les principes fixés par l'accord de Potsdam au sujet des réparations. L'application de cette entente a toutefois été entravée par le fait que le Conseil allié de contrôle n'a pas pris les mesures que nécessitait le maintien de l'unité économique de l'Allemagne. On a négligé de créer les organismes administratifs centraux expressément prévus par l'accord de Potsdam. Les principaux biens de consommation n'ont pas été répartis équitablement entre les zones, de sorte qu'il est encore impossible de réaliser un équilibre économique en Allemagne et d'assurer les importations nécessaires. Cette solution était, elle aussi, expressément prévue par l'accord de Potsdam. Le gouvernement des Etats-Unis est persuadé que l'Allemagne devrait être considérée comme une unité économique et administrée comme telle, que les barrières entre les zones devraient être abaissées dans la mesure où les nécessités de la vie économique et de l'activité industrielle l'exigent. Les conditions actuelles d'existence du peuple allemand ne permettent pas d'atteindre le niveau de production que les puissances occupantes considèrent comme un minimum indispensable au

fonctionnement d'une économie de paix en Allemagne. Il va sans dire que lorsque le potentiel économique convenu aura été atteint, nous ne pourrons plus maintenir les entraves qui s'opposent à la libre circulation des biens, des personnes et des idées à l'intérieur des frontières allemandes. Il apparaît qu'il est bien plus difficile d'abaisser les barrières qui séparent les quatre zones allemandes que celles qui entravent les relations entre des Etats indépendants...

» ...L'Allemagne a besoin de toutes les denrées alimentaires qu'elle produit. Avant la guerre déjà, sa production agricole était insuffisante pour nourrir le peuple allemand. La guerre a réduit la superficie du Reich. Néanmoins, la population silésienne (ce n'est qu'un exemple) a été contrainte de chercher refuge sur ce territoire amputé. Les armées d'occupation et les transferts de population accroissent la demande, tandis que la pénurie de machines agricoles et d'engrais provoque une diminution de l'offre. Pour porter la production de denrées alimentaires à un niveau maximum et pour en assurer la distribution la plus équitable, il convient de créer un organisme central de l'agriculture, lequel devrait entrer immédiatement en fonction. Il est tout aussi indispensable de créer un organisme central pour l'industrie et le commerce extérieur. L'Allemagne doit accepter la perspective de partager sa production de charbon et d'acier avec les pays libérés d'Europe, pour lesquels ces livraisons sont indispensables. En conséquence, l'Allemagne doit avoir la possibilité de consacrer son énergie et ses talents à accroître sa production en utilisant de la manière la plus rationnelle les matières premières dont elle dispose. De plus, l'Allemagne doit être mise en mesure d'exporter pour payer l'importation des biens sans lesquels son économie est condamnée à périr. *L'Allemagne est une partie de l'Europe.* Le redressement de ce continent, et en particulier des pays voisins de l'Allemagne, sera très lent, trop lent si l'on condamne ce pays au paupérisme malgré ses richesses en acier et en charbon. »

*

Byrnes a également examiné des questions politiques. En particulier, il a suggéré la constitution d'une sorte de gouvernement central, d'un « Conseil national allemand ». Maints observateurs, pourtant bien intentionnés, craignent qu'il ne soit encore prématuré d'accorder une certaine autonomie politique à l'Allemagne. Il est difficile d'en juger. Il se peut que le danger d'une « rechute » allemande n'apparaisse que bien plus tard, à un moment où l'on ne pourra plus songer à prolonger l'occupation ou même à réoccuper l'Allemagne. La génération allemande actuelle est certainement convaincue de la responsabilité des nazis. Les résultats des récentes élections — qui ont révélé une participation sensiblement plus forte que dans la « plus vieille des démocraties », sont satisfaisants. Les électeurs, dans leur majorité, se sont prononcés nettement pour la démocratie et contre les tendances totalitaires.

Enfin, il convient de relever que le facteur le plus propre à prévenir de nouvelles poussées du nationalisme et du chauvinisme en Allemagne: l'entente entre les Alliés, est probablement encore plus forte que les conflits ne le donnent à penser, plus solide qu'elle ne le sera demain; on sait en effet que l'action centrifuge des intérêts divergents et des égoïsmes désagrège plus ou moins rapidement les coalitions. Et si cette entente cessait, l'occupation perdrait toute raison d'être. On sait aussi que toute occupation produit un effet démoralisant sur les troupes étrangères, tandis qu'elle nourrit l'opposition dans le pays occupé.

Si l'on ne parvenait pas à prévenir une telle évolution, les vainqueurs perdraient toute autorité en Allemagne. On verrait réapparaître le danger *extérieur* qui, pendant l'entre-deux-guerres, a donné une forte impulsion au militarisme allemand: le danger que l'une ou l'autre des grandes puissances, pour des raisons impérialistes ou par solidarité de classe, ne contribue au réarmement du Reich par une aide financière et économique (selon la méthode même qui a permis au national-socialisme de s'emparer du pouvoir). Il faut donc tirer du passé les leçons qu'il comporte. C'est pourquoi Byrnes a déclaré avec raison: « Bien que nous devions exiger de l'Allemagne le respect des principes de la paix, des règles de bon voisinage et d'humanité, nous ne voulons cependant pas qu'elle devienne le satellite d'une grande puissance ou d'un groupe de puissances; nous ne voulons pas qu'elle vive sous un régime de dictature, qu'il soit allemand au étranger. »

Mais nous n'en sommes pas encore là. Au contraire, on constate que l'Allemagne n'est pas gouvernée du tout. Byrnes a caractérisé cette situation de manière frappante: « Pour ce qui a trait à maints problèmes essentiels, le Conseil allié de contrôle non seulement ne gouverne pas l'Allemagne, mais encore ne lui permet pas de se gouverner elle-même. »

Si un changement n'intervient pas rapidement, cet état de choses entraînera des conséquences incalculables. Le vieux maréchal Smuts, qui a déjà tant de fois touché juste, l'a confirmé dans son discours. L'Allemagne, a-t-il dit, a commis des crimes presque impardonnables à l'égard de la civilisation occidentale et de l'humanité. Il faut donc prévenir le retour de telles agressions. Il faut aussi veiller que les sanctions qui seront prises ne créent pas de nouvelles menaces pour l'Europe. Il faut laisser ou redonner aux Allemands l'espoir d'une vie meilleure. La situation de l'Allemagne et des pays limitrophes est grave; elle deviendra menaçante si on laisse les choses suivre leur cours. Certes, la puissance militaire allemande doit être brisée à jamais; elle ne constitue cependant pas l'unique danger. L'avenir deviendra toujours plus menaçant si on laisse sombrer l'Europe centrale dans des difficultés économiques et sociales qui portent en elles le germe de la catastrophe. L'Europe serait alors un foyer de contagion; le monde entier risquerait d'être contaminé. On ne peut enlever aux Allemands l'es-

poir d'un avenir meilleur sans créer en Europe centrale un « vacuum » impliquant les plus graves dangers.

Churchill a été plus loin encore. Dans son discours de Zurich, après avoir rappelé le mot de Gladstone sur la « puissance bénéfique de l'oubli », a suggéré une communauté franco-allemande, première étape vers la constitution des Etats-Unis d'Europe. Certains milieux ont fort mal réagi. On a rappelé qu'à l'issue de la première guerre mondiale, Churchill a été, avec Foch et d'autres amateurs d'énergie, l'un des promoteurs de la « croisade » contre l'U. R. S. S. La peur du communisme était alors si grande qu'elle avait inspiré à Churchill cette parole fameuse : « Ce n'est pas tant la puissance de l'Allemagne que nous devons craindre que sa faiblesse. » Lloyd George lui-même, pourtant beaucoup plus tolérant à l'égard de la Russie soviétique, voyait aussi partout la menace rouge. Bien des gens tiennent encore pour actuelles ses déclarations d'alors : « L'Allemagne peut être tentée de se livrer au bolchevisme, de mettre ses ressources, son potentiel humain, son intelligence, sa formidable puissance d'organisation à la disposition des fanatiques de la révolution, de ceux qui rêvent d'établir par les armes la domination du bolchevisme. Tel est le plus grand des dangers qu'implique la situation actuelle. Ce danger n'est pas illusoire... Si l'Allemagne glisse au spartakisme, il est certain qu'elle pèsera de tout son poids dans la balance du bolchevisme russe, après quoi toute l'Europe orientale sera entraînée dans le tourbillon de la révolution bolcheviste. D'ici un an, nous pourrions nous trouver en présence d'une énorme armée rouge de près de 300 millions d'hommes, instruite par des officiers allemands, conduite par des généraux allemands, équipée avec des canons et des mitrailleuses allemands et prête à passer à l'attaque de l'Europe occidentale. »

A la même époque, Churchill constatait mélancoliquement que l'armée rouge occupait les villes et les régions de la Russie du Sud au fur et à mesure qu'elles étaient évacuées par les Allemands...

Aujourd'hui, l'armée rouge a pénétré fort avant en Allemagne. Mais est-ce une raison pour ne plus invoquer l'Europe ? Certes, Churchill a un passé « lourdement chargé ». Ses déclarations sont néanmoins justes, à la condition évidemment qu'elles aient été inspirées non pas par la perspective d'une nouvelle « croisade », mais par le souci sincère de défendre les meilleures traditions occidentales.

N'est-il plus possible de défendre l'Europe et l'idée européenne sans être suspect de provoquer la formation de nouvelles coalitions ? Mais que ces coalitions existent ou non, il n'en est pas moins vrai, Staline lui-même l'a reconnu, que deux conceptions du monde, deux expériences s'affrontent : l'expérience planiste de l'Europe orientale et l'expérience libérale-démocratique de l'Occident. Ceux qui se refusent à admettre cette réalité nuisent à leur idéal, à celui-là comme à celui-ci. Chacun doit défendre ouverte-

ment et loyalement son idéal et s'efforcer de démontrer l'excellence de sa cause sans recourir à la guerre, laquelle n'a jamais résolu aucun problème ni aucune contradiction. Ce dont nous avons besoin, c'est de la compétition pacifique de ceux qui construisent et non pas de l'affrontement destructeur des forces armées, d'une compétition constructive sur les plans de la politique, de l'économie et de la culture, d'une compétition pour le bien de tous.

Les résultats des récentes élections permettent de penser que l'Allemagne s'est prononcée pour les conceptions occidentales. S'il en avait été autrement, cette compétition s'annoncerait sous de biens tristes auspices pour la démocratie occidentale, car, sans l'Allemagne, la démocratie ne tiendrait plus en Europe que quelques positions littorales. Churchill a parfaitement raison lorsque, reprenant la conception de Huizinga, il déclare: « Sans une France et une Allemagne spirituellement fortes, aucune résurrection de l'Europe n'est possible. » Cette évidence, le mouvement syndical international n'a cessé de l'affirmer entre les deux guerres mondiales. Ceux qui se refusent à l'admettre n'ont aucun droit de parler au nom de l'Europe. Les vrais pessimistes, ce sont ces gens-là. Leur hostilité foncière envers l'Allemagne, la suspicion qu'ils jettent sur tous les hommes de bonne volonté qui s'efforcent de sauver du naufrage européen ce qui peut être encore sauvé démontrent bien qu'ils considèrent la cause européenne comme perdue. Ne cédon pas à la guerre des nerfs, ne nous laissons pas manœuvrer de l'espoir à la crainte, cessons de passer d'un extrême à l'autre, de mettre un jour tous nos espoirs en Staline pour ne jurer le lendemain que par Byrnes ou Wallace — aucun de ces deux bons Américains n'est socialiste! — mais travaillons à la construction d'un monde meilleur en tenant compte des conseils judicieux de ceux qui voient clair, qu'ils soient ou non de notre bord. Nous prendrons alors rang parmi ceux qui veulent sincèrement le redressement de l'Europe, la restauration d'une conception européenne ou, du moins, de ce qu'il en reste.
